



11. L'autoprotection de la terre

Pierre Charbonnier

DANS **ABONDANCE ET LIBERTÉ 2020** , PAGES 391 À 418
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISBN 9782348046780

Date de mise en ligne : 31/03/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/abondance-et-liberte--9782348046780-page-391?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'autoprotection de la terre

La mutation des attentes de justice

Le changement climatique est en train de faire exploser une par une toutes les strates de la réflexivité politique moderne. C'est par exemple le cas de la juxtaposition des souverainetés nationales et territoriales, déjà mise en doute par le risque nucléaire, et qui apparaît comme un curieux vestige du passé lorsqu'il s'agit de réguler les structures productives et marchandes globales pour espérer atteindre les objectifs fixés par le GIEC en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Le fond de carte politique issu de la décolonisation est aussi en porte à faux lorsqu'il s'agit d'entendre les revendications de communautés politiques non étatiques : les îles ou les villes menacées de submersion, les paysans sans terre, indigènes, ou porteurs d'alternatives au système agro-industriel, les défenseurs des océans et des calottes glaciaires, les territoires exposés au *fracking* et autres expérimentations fossiles, et bien d'autres encore, sont autant d'entités politiques qui remettent en jeu les affordances politiques de la terre en décalage complet avec le régime de la souveraineté classique, tout comme les cadres du droit international. C'est même paradoxalement la dimension politique de ces mouvements qui tient à leur situation de biais par rapport à la géographie des souverainetés reconnues et de leurs systèmes de représentation.

Ce redécoupage des attachements et des alliances entraîne aussi avec lui l'imaginaire moderne de l'émancipation comme extraction, comme

négarion des pesanteurs naturelles qui entravent l'expression libre de la volonté. L'image chère à Locke du fermier améliorant sa terre, partant à la conquête de nouveaux espaces disponibles pour l'appropriation, c'est-à-dire le dispositif libéral qui depuis le xviii^e siècle promeut l'autonomie en codant la nature comme une contrainte extérieure à lever, tout cela est rendu caduc par la nécessité de réguler nos rapports avec une terre et un milieu vulnérables, sensibles à nos actions¹. C'est donc la construction conceptuelle et politique de la liberté, de l'autonomie, qui est en jeu avec le changement climatique – comme elle l'avait été avec la révolution industrielle. Non pas, comme on le dit parfois, parce qu'une liberté infinie est impossible dans un monde fini, mais parce que ce à l'égard de quoi on s'affranchit lorsqu'on réclame l'autonomie n'a plus les mêmes contours : il s'agit aujourd'hui plutôt d'incorporer au sujet collectif qui entend se défendre des êtres non humains, des territoires, des processus et régulations écologiques. Les transformations actuelles du concept de propriété², la réactivation de l'idiome des communs³, mais aussi et surtout l'émergence d'une décroissance progressiste⁴ – qui ne se pense plus comme l'abandon de la modernité mais comme la relance de la question sociale – signalent une profonde transformation des repères de la pensée politique.

Si le changement climatique bouleverse nos repères théoriques, c'est aussi parce qu'il fait remonter à la surface des éléments jusqu'alors présents mais peu visibles de notre passé commun – ou en tout cas soigneusement laissés à la périphérie de la pensée politique. C'est bien sûr le cas de l'abondance qui, tout en ne faisant pas explicitement problème pour la pensée politique moderne, est bel et bien l'horizon dans lequel elle s'élabore. Si l'on a en tête les débats et controverses théoriques parcourues dans les pages qui précèdent, on s'aperçoit qu'une bonne partie du processus de démocratisation des sociétés modernes est tributaire d'un mode de relation au monde construit comme univoque : le milieu non humain est massivement conçu comme un stock de ressources disponibles (qu'elles soient

1. Sur l'idée d'une nature codée comme contrainte, voir Baptiste Morizot, « Ce que le vivant fait au politique », dans Emanuele Coccia et Frédérique Aït-Touati (dir.), *Le Cri de Gaïa*, à paraître.

2. Sara Vanuxem, *La Propriété de la terre*, Marseille, Wildproject, 2018.

3. Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun*, op. cit.

4. Giorgios Kallis, *Degrowth*, Newcastle, Agenda Publishing, 2017.

renouvelables, comme la productivité du sol, ou non, comme les réserves de charbon et de pétrole) et dans lequel il est loisible de puiser les conditions de l'émancipation. Nous réalisons aujourd'hui, alors que cette possibilité même prend fin, que vivre dans l'abondance consiste à élaborer un système à la fois technique et économique qui tend à inhiber l'attention portée à l'entretien et à la reconstitution des stocks ou des dynamiques écologiques qui président à la reproduction du collectif. La captation et l'amélioration des terres, puis leur soumission à des techniques d'accroissement des rendements, la mobilisation des ressources fossiles, mais aussi l'organisation d'un système d'approvisionnement qui maintient à un très bas prix ces matières dites « premières », tout cela s'apparente, lorsqu'on prend au sérieux la réflexivité environnementale, à un forçage des capacités géo-écologiques de la Terre. L'inattention aux régulations écologiques qui rendent cette Terre habitable et le développement d'un mode de vie en porte à faux avec elles sont donc au cœur de notre histoire politique. Et cela à double titre : une première fois parce qu'elles font partie de l'histoire de l'émancipation et de la démocratisation de la société, et une seconde fois parce que la préservation du projet d'autonomie repose aujourd'hui sur l'élimination la plus rapide possible de ces dispositifs d'abondance.

Souveraineté et propriété, abondance et rareté, autonomie et extraction, marché et production, toutes ces dimensions de la réflexivité politique moderne subissent des mutations profondes. Le monde dans lequel ce répertoire de catégories et d'institutions est amené à fonctionner a si fondamentalement changé depuis leur mise en place, et qui plus est sous leur influence directe ou indirecte, que la tâche consistant à prendre acte de cette transformation s'impose. Or, curieusement, et sans doute pour la première fois depuis que l'humanité se pose la question des principes de son organisation, notre socle épistémopolitique a changé moins vite que le monde qu'il a contribué à construire. Le droit de propriété, le schème productif, ces éléments cardinaux de l'arrangement entre humains et non-humains qui prédomine aujourd'hui dans le monde sont plus anciens que la réalité géo-écologique que nous habitons. Cette dernière a émergé avec l'industrialisation et s'est consolidée avec la grande accélération du ^{xx}e siècle, quand cet appareil de catégories et de normes a lui plusieurs siècles.

Ce décalage appelle des corrections dont l'ampleur ressort bien si on la met en regard du long travail d'élaboration historique ayant

abouti à leur stabilisation. Il est vrai que l'inadéquation du pacte libéral avec ses propres promesses et la réalité matérielle du monde n'est pas nouvelle : l'universalisme issu des Lumières s'est dès le début accommodé du système esclavagiste, il a ensuite feint de ne pas voir les inégalités industrielles, ou capitalistes, et c'est assez logiquement que l'enjeu climatique échappe encore largement aujourd'hui aux héritiers de ce pacte. L'enjeu écologique s'inscrit donc dans l'histoire des demandes de justice qui visent à corriger ce décalage : les luttes anti-esclavagiste, ouvrière, féministe ont investi ces failles, ont contribué à redessiner le sujet politique moderne en y intégrant de nouveaux êtres, de nouvelles relations, et il n'y a pas de raison pour que ce processus s'arrête aujourd'hui.

Mais la crise climatique ne permet pas de s'en tenir aux objections classiques contre le libéralisme, puisqu'elle fait tomber le répertoire de la pensée critique elle-même dans un porte-à-faux écologique. En effet, l'autoprotection de la société contre le marché et les nouvelles formes de domination qu'il a entraînées a elle-même absorbé l'idiome productiviste et le découplage du social et du naturel. On peut même dire que le contre-mouvement socialiste et sociologique a consacré le social comme sujet critique au prix d'un maintien de l'extériorité de la nature. En ce sens, la réaction suscitée par le développement économique et politique de la modernité, en particulier auprès des catégories de population les plus durement touchées par ses modalités, s'est formulée dans des termes largement inféodés à l'alliance entre autonomie et abondance. L'exigence d'une juste distribution des fruits du progrès a paradoxalement consolidé la finalité que constitue la croissance, si bien que le projet d'une émancipation découplée du développement, qui émerge aujourd'hui dans les anciens pôles d'industrialisation, apparaît souvent comme une contradiction. Et à moins d'entendre la suggestion émise par Polanyi dans sa *Grande Transformation*, qui consiste à affirmer que l'autoprotection de la société inclut ses liens aux conditions de subsistance et aux territoires, liens qui ne sont pas exclusivement de nature économique, cette contradiction est insurmontable. Autrement dit, parmi les catégories politiques remises en jeu par le changement climatique, il y a aussi et *in fine* les notions de nature et de société, puisque derrière ces termes se cache une façon particulière de se politiser et de politiser le monde. C'est en ce sens que doit être posée à nouveaux frais la question du sujet collectif critique : qui est-il ? Comment doit-on le nommer ? Qui mobilise-t-il ?

Heureusement, la tradition socialiste a aussi imposé dans l'histoire de la pensée politique une conception de l'autonomie comme intégration. Grâce à elle, s'est sédimentée dans notre histoire une exigence de prise en compte des caractéristiques matérielles du monde et de notre façon d'y accéder. Le projet d'autonomie, tout en étant fondamentalement subordonné au schème de la conquête productive, a ainsi été rendu sensible aux liens étroits qui se nouent entre l'exercice de la liberté politique et les conditions dans lesquelles s'opère la transformation consciente du monde. La critique de la propriété individuelle exclusive, l'attention portée aux liens entre division du travail et solidarité sociale, mais aussi (dans la tradition technocratique) la recherche d'une normativité économique externe à la logique des prix, tous ces aspects de la tradition socialiste ont eu pour effet de consigner dans la mémoire des luttes sociales une considération spécifique pour la matérialité de l'autonomie. En voulant freiner la tendance libérale consistant à déléguer au marché la responsabilité d'organiser les rapports aux ressources et au territoire, le socialisme a fait des relations collectives au monde un enjeu politique. Et c'est son legs principal à une époque marquée par les mutations écologiques majeures. Au-delà de ses échecs, et en particulier de ses échecs sur le plan environnemental, le socialisme a laissé un héritage qui ne trouve absolument aucun équivalent dans la mémoire de la pensée politique. Et c'est en ce sens que le contre-mouvement suscité aujourd'hui par le changement climatique se situe dans cette tradition : il remet en scène, dans des termes et dans un contexte entièrement nouveaux, la capacité collective à identifier une menace, à définir le sujet collectif qui se lève contre elle, et à faire de cette mise à l'épreuve l'occasion d'une reformulation de l'idéal de liberté des égaux.

Grâce au précédent historique que constitue le socialisme, entendu comme approfondissement du sens de la liberté dans un monde technique, puis dans un monde touché par la mutation du climat, affecté négativement par le projet d'autonomie lui-même, l'élaboration d'une réponse politique au changement climatique n'est pas totalement sans repères. Et ces repères sont nécessaires dans un contexte où le sentiment d'abandon, de perte, de désorientation plane sur l'écologie politique, notamment lorsqu'on commence à mesurer à quel point les concepts politiques *mainstream* sont pris en défaut par l'épreuve climatique. C'est sur ce sentiment de perte que prospèrent les prophètes de l'apocalypse, les millénarismes et autres idéologies de la fin du monde, puisqu'elles parient toutes à leur façon sur l'incom-

mesurabilité entre écologie et politique en passant immédiatement au registre du salut ou de la survie. Mais tout en ayant en tête la singularité radicale que constitue le changement climatique comme expérience historique et psychique, tout en admettant le fait que ce changement n'est plus une perspective lointaine mais un fait déjà acquis, la référence au socialisme nous indique que la formation d'un nouveau sujet critique est toujours possible. C'est en ce sens que l'écologie politique reste un avatar de la modernité : elle suppose une autocritique et une correction de la réflexivité politique, une transformation volontaire des moyens par lesquels le collectif se prend en charge – et pas, surtout pas, une soumission à des normes externes, qu'elles soient « naturelles » ou théologiques.

Voilà donc ce que l'on entend lorsqu'on affirme que le changement climatique fait exploser toutes les strates de la réflexivité politique moderne. Au-delà du bouleversement des équilibres géo-écologiques, cette transformation contraint à redéfinir le répertoire de nos catégories de pensée. Le changement climatique, c'est-à-dire chaque particule de gaz à effet de serre qui s'ajoute à l'atmosphère terrestre et qui nous fait sortir du *safe operating space* écologique⁵, est une réalité intégralement politique – et cela en deux sens. D'abord parce que les émissions de CO₂ sont le produit d'un passé technique et politique qui n'avait rien de nécessaire ou d'inévitable, et ensuite parce que ces émissions nous assignent la tâche de dénouer l'arrangement politique qui s'était établi avec le pacte libéral et dans ses différentes réincarnations modernes. Le changement climatique est le nom du présent historique parce qu'il est à la fois un fait, établi par les géosciences, un héritage à assumer, qu'on le veuille ou non, et une épreuve à surmonter – c'est-à-dire une condition politique. Et si cette épreuve est aussi délicate à affronter, c'est parce que l'altération actuelle des conditions écologiques planétaires n'est pas seulement le résultat d'une faute autrefois commise et qu'il faudrait corriger après coup, d'une figure du mal dont nous prendrions conscience rétrospectivement,

Il est possible de se faciliter la tâche en affirmant que le « mode de production capitaliste » ou l'« objectivation technoscientifique du monde » constituent les coupables idéaux de cette faute et se trouvent donc au tribunal de la critique. Ces concepts issus de la modernité et parfois érigés en catégories absolues de la domination par la théorie

5. Johan Rockström *et al.*, « A Safe Operating Space for Humanity », *loc. cit.*

ont évidemment à voir avec les enjeux contemporains. Mais l'une des conclusions de notre enquête est aussi que ni l'un ni l'autre ne captent la réalité historique correctement, pour trois raisons. D'abord parce que l'un comme l'autre procèdent en partie de volontés collectives bien réelles que sont l'amélioration des conditions matérielles d'existence et la sécurité, qui doivent être traitées de façon symétrique et ne peuvent être abandonnées en bloc ; ensuite parce que les critiques qu'ils ont suscitées ont longtemps été compromises par leurs propres prémisses, en particulier le productionnisme ; et enfin, plus radicalement, parce qu'une histoire environnementale des idées politiques fait apparaître d'autres instances de la domination, une autre façon d'envisager les pathologies de la modernité, que celles dont nous héritons du passé. La critique du capitalisme et des technosciences s'entend ainsi comme une critique de ces catégories elles-mêmes, qu'il n'y a aucune raison de regarder comme plus intemporelles ou plus absolues que celles de propriété ou de souveraineté.

* * *

L'ampleur des bouleversements actuels se mesure d'ailleurs moins à la vigueur et au succès des nouveaux contre-mouvements, malheureusement, qu'à la radicalisation des élites économiques déterminées à maintenir le cap de la croissance. Devant l'évidence désormais unanimement acceptée, y compris et peut-être même surtout par ceux qu'elle dérange le plus dans leurs plans, selon laquelle la planète n'est plus assez grande ni assez souple pour accueillir l'illimitation de l'économie, le porte-à-faux libéral devient plus manifeste que jamais. Alors que le pacte noué entre abondance et liberté, entre croissance et démocratie, avait fonctionné jusque assez tard dans le ^{xx}^e siècle comme un projet global (quoi qu'on pense de la valeur de ce projet), au sens où il formait le socle des discours du progrès, la recherche de la croissance se retourne aujourd'hui contre son vieil allié politique et provoque une extraordinaire corruption de l'idéal démocratique. Naomi Klein et Bruno Latour⁶, pourtant issus de traditions intellectuelles très différentes, en ont tiré un constat et une hypothèse de travail communs : l'exacerbation des conservatismes politiques, la consolidation des alliances entre les forces du marché et

6. Naomi Klein, *Tout peut changer*, Arles, Actes Sud, 2015 ; Bruno Latour, *Où atterrir ?*, *op. cit.*

le nativisme identitaire, et le débouché électoral qu'ils trouvent auprès des populations à la recherche de protection contre des offenses qui viennent pourtant en bonne partie de la logique marchande, doivent se comprendre dans le contexte de la crise climatique. Pour le dire comme Bruno Latour, devant le constat selon lequel il n'y a plus de monde susceptible d'héberger le projet d'accroissement infini de l'économie, ses défenseurs ont préféré liquider l'idée d'un monde commun pour se construire d'illusoires canots de sauvetage idéologiques⁷.

Cette hypothèse encore risquée, qui attend un approfondissement empirique par les sciences politiques, s'inscrit toutefois parfaitement dans l'histoire que l'on vient de reconstruire. D'abord dopé, puis confisqué par son alliance avec les dispositifs de croissance et d'extraction, le sens de la liberté politique se trouve aujourd'hui à un tournant historique bien identifiable. Soit il reste inféodé aux anciennes structures du pacte libéral, et il est condamné à se rétrécir, à s'entourer de barrières pour se protéger contre les nouveaux prétendants au développement et à l'abondance, soit on assume que l'histoire de cette alliance doit prendre fin. La systématisation des liens entre le déni climatique et le programme de libération agressive des marchés⁸, ce globalisme sans monde qui se répand à une vitesse sidérante, devrait à cet égard nous indiquer, ne serait-ce que négativement, la voie à ne pas suivre. Car il ne représente pas seulement un projet économique fondé sur la défense des intérêts en place, mais aussi et en même temps sur la réactivation du spectre conservateur déjà décrit par Polanyi : quand le laissez-faire se désolidarise du multilatéralisme et se retranche dans des îlots de prospérité, il redevient l'allié objectif de la défense du sol traditionnel et de l'exclusion de l'étranger, le véhicule

7. À cet égard, le déni du changement climatique par l'administration Trump fonctionne comme le centre de gravité d'une politique internationale bien résumée par l'un de ses hauts fonctionnaires au retour d'une tournée au Moyen-Orient et en Europe en mai 2017 : « Le Président a entrepris son premier déplacement à l'étranger avec en tête une idée limpide : le monde n'est plus une "communauté globale", mais une arène où les nations, les acteurs non gouvernementaux et les entreprises entrent en compétition pour leur avantage propre. Dans cet espace, les États-Unis se présentent avec une force militaire, politique, économique et culturelle sans égale. Au lieu de nier cette nature des relations internationales, nous la faisons nôtre. » Voir <www.wsj.com/articles/america-first-doesnt-mean-america-alone-1496187426>.

8. Dieter Plehwe, « Think Tank Networks and the Knowledge-Interest Nexus. The Case of Climate Change », *Critical Policy Studies*, vol. 8, n° 1, 2014, p. 101-115. Pour un exemple parfaitement explicite de doctrine libérale anti-écologiste, voir le travail de l'économiste Deepak Lal, qui a introduit l'idée d'« éco-impérialisme ». Cf. en particulier « Eco-Fundamentalism », *International Affairs*, vol. 71, 1995.

de la réduction identitaire et localiste des affordances politiques de la terre. Certains croient se rassurer en écoutant ceux qui promeuvent l'inclusion de l'exigence écologique dans le cadre néolibéral, mais l'inexistence du support écologique sur lequel asseoir ce projet frappe immédiatement ce dernier d'invalidité et de vacuité. Soit, donc, le projet d'autonomie reste arrimé au rêve d'abondance, auquel cas il sombrera avec lui dans le grand mouvement réactionnaire et autoritaire auquel nous assistons déjà, soit il s'en affranchit en prenant la forme d'une autonomie postcroissance, c'est-à-dire d'une autonomie-intégration d'un nouveau genre.

L'hypothèse sur laquelle on se repose ici est heureusement corroborée par d'autres travaux sur l'épuisement des structures économiques globales. En effet, leur incapacité à soutenir des projets politiques pacifiques et durables est aujourd'hui remarquablement documentée par les sciences sociales. C'est essentiellement sous l'angle de la dette, des inégalités, et des crises, que ce procès méthodique est mené, et que ressort la logique historique d'une déstabilisation dont le seuil critique n'est sans doute pas encore tout à fait atteint, mais qui ne peut assurément pas être indéfiniment repoussé⁹. La réinvention du capitalisme qui se joue dans la généralisation de l'austérité, dans l'effacement des appareils de redistribution, dans la déresponsabilisation des institutions financières, prolonge en quelque sorte l'agonie de ce vieux paradigme, mais toute agonie a sa fin. Et, bien qu'un travail équivalent sous l'angle climatique doive encore être mené, la philosophie politique peut déjà travailler sur la base de ce découplage nécessaire entre autonomie et abondance. Dans un contexte que certains économistes caractérisent sous le nom de « stagnation permanente¹⁰ », les objectifs de croissance ne peuvent en effet être obtenus que par une série de forçages comptables, fiscaux, monétaires et bien sûr législatifs (on pense ici aux réformes du marché du travail, ou aux nouvelles enclosures¹¹), dont on ne peut s'empêcher de penser qu'ils ont à voir

9. Voir respectivement Wolfgang Streeck, *Du temps acheté*, op. cit. ; Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013 ; Adam Tooze, *Crashed. Comment une décennie de crise financière a changé le monde*, Paris, Les Belles Lettres, 2018.

10. Voir Paul Krugman, « On the Political Economy of Permanent Stagnation », *The New York Times*, 5 juillet 2013.

11. L'expression « *new enclosures* » est utilisée à la fois pour analyser les formes de l'accaparement des terres et l'économie politique de la propriété intellectuelle, dans le domaine numérique en particulier. Voir Ben White, Saturnino M. Borrás Jr., Ruth Hall, Ian Scoones, Wendy Wolford, « The New Enclosures. Critical Perspectives on Corporate Land Deals »,

avec le forçage plus général des capacités de charge écologiques de la planète. À chaque fois, il s'agit de dispositifs conçus pour passer outre des résistances à la reproduction et à l'accumulation de la richesse privée. Il n'y a donc, en ce qui concerne les vieux pôles d'industrialisation, de croissance que pathologique, puisqu'elle ne s'obtient que par des moyens qui consomment de façon irréversible la substance humaine et non humaine.

Dans *Où atterrir ?*, Latour présente ces enjeux en affirmant que l'alliance entre le climato-scepticisme et le mouvement de retour au conservatisme localiste, barrésien, révèle l'effondrement définitif du « monde commun » que garantissait auparavant, si on le suit, le projet libéral. L'universalisme sort de ses gonds lorsqu'il apparaît que Gaïa ne peut héberger la liberté économique des plus riches et les aspirations de tous les autres. Nos analyses conduisent pourtant à considérer autrement les rapports qu'entretient le paradigme libéral avec la composition d'un monde commun. Suivant en cela les éléments apportés par l'historiographie impériale et environnementale du libéralisme, le moins que l'on puisse dire est que cette tradition entretient depuis toujours des rapports conflictuels avec l'idée même d'un monde en partage, puisque son implication dans les aventures coloniales et dans la construction plus générale de l'ubiquité moderne grève assez lourdement cette promesse. En d'autres termes, l'inadéquation actuelle des héritiers du libéralisme (qu'ils aient franchi ou non le Rubicon sceptique et réactionnaire) avec l'enjeu climatique s'explique en partie par cette très longue histoire et par ces multiples rendez-vous manqués entre l'idéal d'émancipation, dans sa formulation typique du XVIII^e siècle, et ses conditions géo-écologiques. En réalité, et plus largement, l'honnêteté oblige à dire qu'aucun idiome théorique et politique classique n'est d'emblée à la mesure du défi qu'impose le changement climatique, tout simplement parce que celui-ci représente un événement qui, comme le dit Naomi Klein, « change tout ».

L'autonomie sans l'abondance

Heureusement, le terrain épistémo-politique a été préparé en amont par la série de symétrisations décrites au chapitre précédent. Même

The Journal of Peasant Studies, vol. 39, n° 3-4, p. 619-647, 2012, et Christopher May, *The Global Political Economy of Property Rights. The New Enclosures*, Londres, Routledge, 2009.

si la contestation de la double exception – c'est-à-dire de l'autorité scientifique et politique des modernes sur la nature et les non-modernes – ne s'est pas explicitement élaborée comme une réponse à l'enjeu climatique, elle fournit le seul cadre théorique cohérent et disponible pour appréhender les transformations contemporaines sans que ne soit paresseusement recyclée une grammaire politique développée dans et pour un autre monde. Il faut donc prendre au sérieux l'idée selon laquelle le système gravitationnel moderniste, qui projetait dans ses marges l'altérité sociohistorique des non-Européens ainsi que les non-humains, n'exerce plus de monopole sur l'énonciation de la vérité. Et avec elle un corollaire plus positif : l'épuisement de son autorité va de pair avec la composition de nouveaux partenariats politiques non productionnistes qui restent à développer. Ce nouvel espace qui s'ouvre à la politisation de l'expérience collective n'est donc réductible ni à une fin de l'histoire ni à une situation d'anomie épistémologique et sociale, puisque la réponse à l'épreuve climatique doit venir s'y loger.

Lorsque, suivant les indications des climatologues, on affirme que la Terre n'est pas assez grande ni assez souple pour héberger l'autonomie conçue à partir de l'abondance, cela sonne évidemment comme la fin de quelque chose, de quelque chose à quoi beaucoup parmi nous tiennent encore. Et c'est bien le cas en un sens : il y a certaines connotations ordinaires de l'idée d'émancipation qui ne pourront pas être conservées – celles qui sont liées aux modes de consommation en particulier, à l'univers de la marchandise. Il y a certains projets d'avenir qui ne pourront pas se réaliser – notamment les « grands projets » liés à l'extraction fossile et à la captation des terres agricoles et des forêts. Mais si l'idéal d'autonomie est susceptible d'être reformulé dans des termes moins captifs des dispositifs d'extraction, d'accumulation, c'est-à-dire d'abondance, alors cette transformation ne prendra pas qu'un sens négatif. L'acception de la liberté qui doit prédominer au ^{xxi}^e siècle, et qui est déjà en train de prendre forme, va se réarticuler dans des coordonnées géographiques, écologiques, épistémologiques émancipées des schèmes issus de la tradition moderniste. Cette nouvelle forme d'autonomie, et le collectif politique qui en est le sujet, vont simplement répondre à des affordances territoriales et écologiques jusque-là réduites au silence dans notre histoire agricole, coloniale, industrielle, qui a imposé pendant très longtemps une certaine vision de ce qu'est un usage légitime de la terre. Et c'est en ce sens que le mouvement de symétrisation, même

s'il a pour l'instant une signification essentiellement théorique, est incontournable : en dénaturalisant les évidences liées à l'expérience collective moderne, en faisant ressortir sa singularité et son caractère provincial, ainsi que les asymétries qu'elle a commandées, il montre qu'il est possible de faire exploser de l'intérieur l'association longtemps conçue comme nécessaire entre autonomie et modernité, entre le sens de la liberté et les usages de la terre qui ont conduit à son épuisement.

Car il ne suffit pas d'entendre et de prendre la mesure quantitative des données climatologiques pour prendre pied dans le nouveau régime politique commandé par la crise écologique et climatique. Il ne s'agit en effet pas seulement de freiner, de ralentir le rythme de la machine économique, ou de rappeler chacun et chacune aux limites du système-Terre, pour que la réponse soit donnée par miracle. Car en matière politique, comme en biologie, le changement d'échelle d'un système provoque nécessairement une transformation de sa structure interne : on ne peut pas avoir la même chose en plus petit, une modernité industrielle sous-dimensionnée, miniaturisée pour répondre aux exigences écologiques, tant la signification de nos repères sociopolitiques a été marquée par l'amplification de notre puissance d'agir dans le monde. C'est en cela, par exemple, que le programme « écomoderniste » est en dessous du niveau d'exigences requis, puisqu'il se contente de proposer des techniques de résilience écologique (essentiellement nucléaires et robotiques) susceptibles de prolonger l'ivresse libérale sans souffrir de la gueule de bois climatique¹². Plus généralement, on perçoit bien la controverse politique que soulève l'enjeu climatique lorsqu'on s'intéresse à l'énergie nucléaire : la fausse confrontation entre l'atome et le carbone tend à laisser penser que l'on pourrait grâce au premier préserver les technopolitiques (et les modes de vie) typiques de l'âge de l'abondance tout en faisant baisser notre niveau d'émissions de CO₂. En supposant même que cela soit possible, cela signifie que l'enjeu climatique n'est qu'une question de choix technologique, ou comme on dit parfois de « transition énergétique ». Or, si l'on admet, comme on vient de le dire, que le contenu même de l'idéal d'émancipation est remis en jeu par le nouveau régime écologique dans lequel nous nous trouvons, alors il ne faut pas chercher les nouvelles sources de l'abondance susceptibles de faire revivre l'autonomie-extraction, mais plutôt ce que devient cet idéal lorsqu'il s'insère dans un monde entièrement bouleversé.

12. Le texte est disponible sur <www.ecomodernism.org/francais>.

Le freinage économique et la critique de l'illimitation ne se conçoivent donc pas sans une réforme de nos concepts politiques. Dit de manière plus radicale : une transition énergétique qui ne s'appuierait pas sur un mouvement socialiste réimaginé hors des confiscations modernes est sans intérêt – sans bénéfice réel. En définissant, au tout début de ce travail, ce que l'on entendait par « histoire environnementale des idées », ce problème était déjà d'une certaine manière en vue. Car si les notions politiques apparemment indifférentes aux modes de relation avec le monde s'avèrent en fait porter la marque des dispositifs institutionnels, techniques, scientifiques qui organisent ces rapports, cela signifie réciproquement que la transformation de ces dispositifs va laisser sa trace sur la conscience politique à venir. La pensée politique n'a donc d'autre choix que d'investir ce champ de possibilités, ne serait-ce que pour ne pas l'abandonner à de nouvelles formes de domination fondées sur le contrôle et la monopolisation de moyens de subsistance de plus en plus difficiles d'accès. En affirmant d'emblée que le champ du politique et celui de l'écologie sont, si ce n'est complètement coextensifs, du moins impossibles à dissocier, la proposition méthodologique de l'histoire environnementale des idées contenait donc déjà une thèse : *la transformation de nos idées politiques doit être d'une magnitude au moins égale à celle de la transformation géo-écologique que constitue le changement climatique.*

Les théoriciens et théoriciennes de la symétrie, qui depuis les années 1970 ont mis au point l'historiographie subalterniste et postcoloniale, la sociologie des sciences, l'anthropologie de la nature, la théorie de l'échange écologique inégal, n'étaient peut-être pas tout à fait conscients qu'en faisant tomber la double exception moderne ils faisaient bien plus que rendre justice aux oubliés de l'histoire et fonder une légitimité intellectuelle émancipée du schéma colonial et moderniste. En effet, les instruments nécessaires pour penser une justice environnementale et intergénérationnelle à la mesure du choc climatique nous viennent de ce mouvement, puisqu'il a été le premier à envisager clairement que l'autoprotection des collectifs politiques à venir ne s'inscrirait pas dans le schéma dualiste sociocentré mis en place au sein de l'expérience européenne du monde. Ce qui avait longtemps été compris comme le socle universel de l'émancipation collective, à savoir l'héritage des Lumières, de la critique sociale industrielle, de la rationalité historique centrée sur l'État-nation, se présente désormais non pas à rebours comme une forme pure de l'aliénation, mais comme un schéma singulier, solidaire d'un moment historique,

et comme tel saisi par ses impasses et ses angles morts. Dès lors que, sur la base de cette symétrisation, les formes de la réflexivité politique prennent de nouveaux visages, l'ambition émancipatrice peut s'affranchir des limites imposées par un récit modernisateur qui, très littéralement, est celui d'un autre monde. Si la question sociale doit aujourd'hui être redéfinie pour donner à la solidarité entre humains et non-humains la centralité qui lui revient dans la conjoncture présente, cela ne peut donc se faire qu'au prix d'une transformation de notre boussole politique. Autrement dit, ne pouvant pas simplement devenir des « sociétés qui protègent la nature », puisque chacun de ces termes – « société », « protéger », « nature » – charrie avec lui une manière d'organiser les êtres désajustée par rapport aux exigences du présent, il faut suivre la pente de la symétrisation pour envisager la responsabilité à l'égard de notre avenir dans des termes nouveaux.

* * *

Cela suppose de reprendre à la racine l'interrogation sur (1) le type d'espace que l'on circonscrit par nos appartenances politiques, historiques, matérielles, (2) le sens que l'on accorde à la prise technique et juridique que l'on exerce sur le monde, et (3) le type d'autorité que l'on confère au discours scientifique, c'est-à-dire à ce qui garantit la synthèse entre la connaissance que nous avons de nous-mêmes et la connaissance que nous avons du monde – synthèse plus que jamais nécessaire à l'âge du changement climatique. Ces trois points correspondent à ce qui avait été défini au premier chapitre comme l'espace empirique à arpenter pour comprendre la question écologique : habiter, subsister, connaître¹³.

Si l'on tire le premier fil, celui de l'habitation, de la dimension spatiale du problème écologique, alors se déploie l'histoire des rapports entre souveraineté et propriété, c'est-à-dire la formation d'une pensée politique du domaine exclusif (individuel ou collectif), puis la question de ce que l'on a appelé l'ubiquité moderne, à savoir la tendance à ne pas assumer pour ce qu'il est le territoire écologique que l'on consomme, mais aussi le problème central au XIX^e siècle d'une société mobile, dont le symbole est le chemin de fer, et où les attachements à la terre sont renvoyés à une prémodernité aliénante. Dans le

13. Voir *supra* p. 30.

contexte du changement climatique, où la discontinuité territoriale, l'imposition de frontières et de juridictions nationales manifestent un décalage frappant avec l'émergence de nouvelles formes de mobilisation politique des territoires, l'habitat ainsi défini devient un enjeu fondamental. Ce que nous apprennent l'histoire des luttes sociales paysannes (au Sud comme au Nord) et la prise en compte des interdépendances écologiques qui sous-tendent l'ordre marchand globalisé, c'est que le capitalisme n'est pas simplement un mode de production, mais aussi un *mode de résidence*. C'est-à-dire une façon de distribuer dans l'espace des groupes et fonctions sociales, des facteurs de sécurité et de risque, mais aussi l'abondance et le manque, ce qui provoque bien sûr des inégalités territoriales, mais aussi avec elles une différenciation sociale de ce que cela signifie que de vivre sur un sol avec ses caractéristiques géographiques, agricoles, historiques, mémorielles. Le territoire des classes moyennes urbaines n'est pas celui des agents de l'extractivisme mondial, des expérimentations agro-écologiques, eux-mêmes encore différents, par exemple, d'une ville visant la neutralité carbone ou d'une communauté résolue à attacher ses droits à ceux d'une rivière¹⁴. La repolitisation des territoires hors de la polarité du local et du global, en décalage avec le régime administratif et politique de la souveraineté, est donc le premier axe de théorisation pour l'écologie politique symétrisée : avec lui se joue le devenir d'assemblages qui ne sont plus compris comme « une société dans son milieu », mais, précisément, comme des territoires politiques.

Sur le plan de la subsistance, bien évidemment très lié au précédent, c'est essentiellement la question de la rationalité économique et du sens de la valeur qui se pose. L'arrière-plan historique nous renvoie cette fois à la tension constitutive des sociétés de marché mises en place dans le sillage des révolutions techniques et énergétiques du XIX^e siècle. Dans ce contexte, qui est toujours en partie le nôtre, la domination économique et politique s'exerce à la fois à travers des dispositifs de privatisation des moyens de subsistance et de contrôle effectif sur les flux de matière et d'énergie de plus en plus massifs dont dépend le collectif, et à travers des dispositifs complémentaires qui assurent le recodage en termes monétaire des premiers, c'est-à-dire

14. Voir Erin L. O'Donnell et Julia Talbot-Jones, « Creating Legal Rights for Rivers. Lessons from Australia, New Zealand and India », *Ecology and Society*, vol. 23, n° 1, 2018 ; Ferhat Taylan, « Droits des peuples autochtones et communs environnementaux : le cas du fleuve Whanganui en Nouvelle-Zélande », *Annales des Mines*, vol. 92, n° 4, 2018, p. 21-25.

leur invisibilité comme phénomènes métaboliques – interdisant ainsi qu'ils soient explicitement soumis à l'échange démocratique. Ce que nous apprennent Saint-Simon, Veblen, la bioéconomie, et plus récemment Timothy Mitchell, chacun à sa manière, c'est que la logique du marché (ou le système des prix) tend toujours à obscurcir les liens qui l'associent à un régime technologique et productif singulier, et que l'une des tâches du contre-mouvement social consiste à faire ressortir et à s'attaquer précisément à ce lien en l'affaiblissant, en exploitant ses points faibles. Le caractère sous-optimal des systèmes d'approvisionnement modernes, la centralité des déchets et du gaspillage dans la formation des prix et des profits, c'est-à-dire l'extraordinaire décalage qui s'est imposé entre la régulation de l'« économie » et la régulation de l'écologie, ou de la planète vivante qui nous porte, doit fournir la base d'un deuxième axe de théorisation politique. Aujourd'hui, ce décalage déjà ancien a pris une dimension fondamentale, puisque la rationalité économique qui régit notre compréhension de l'avenir et des externalités n'entretient rien de moins que l'inaction climatique¹⁵. L'intégration d'une réflexivité écologique dans la critique du marché comme forme de domination est donc liée à l'expulsion de nos coordonnées intellectuelles du schème productionniste, c'est-à-dire de la croyance en une maîtrise démiurgique des processus écologiques et évolutifs qui assurent notre intégration à la Terre. Admettre que l'on ne produit pas nos moyens de subsistance, et moins encore les conditions générales de la coexistence terrestre, mais que l'on participe d'une régulation géo-écologique faite de cycles à entretenir et à préserver, est le premier geste pour élaborer une économie politique qui réponde enfin aux bonnes affordances de la terre.

Enfin, sur le plan de la connaissance, il faut se faire les héritiers de la symétrisation de l'autorité scientifique pour concevoir de façon lucide la politique des savoirs ajustée à l'enjeu écologique. Car ce qui est en jeu n'est ni la subordination de la conscience politique volontariste moderne à des normes « naturelles », ni la mise au pouvoir d'une élite scientifique éclairée et apte à imposer ses décisions, mais plutôt la réarticulation du processus de démocratisation avec la production d'énoncés savants – en particulier lorsqu'ils concernent l'état de la planète. L'élaboration d'une réflexivité environnementale a donné lieu aux plus importantes des luttes épistémo-politiques récentes

15. Voir la tribune de Antonin Pottier, « Climat : William Nordhaus est-il bien sérieux ? », <www.alternatives-economiques.fr/climat-william-nordhaus-bien-serieux/00086544>.

– et l’interminable controverse au sujet des sciences du climat en est l’exemple le plus frappant : l’effondrement du pacte libéral a provoqué la fanatisation de ses défenseurs les plus virulents, prêts à inventer des vérités alternatives pour en sauvegarder le sens¹⁶. Plus généralement, la mise en concurrence d’énoncés contradictoires dans une sphère publique de plus en plus vaste et ouverte – et l’émergence de ce qu’on appelle désormais la « postvérité » – a rendu toujours plus nécessaire le soin apporté aux chaînes de médiations qui assurent la bonne représentation des faits dans la Cité. L’anomie épistémique apparente dans laquelle nous nous trouvons aujourd’hui, loin d’être une conséquence de la critique de l’autorité métaphysique de la science, confirme son postulat central selon lequel notre rapport aux faits et à notre capacité à les établir doit être entretenu de façon aussi soigneuse que nos valeurs politiques¹⁷. En effet, la dénégation de la crise climatique n’hésite pas, elle, à exploiter le caractère politique de la science. Le changement climatique appelle donc une redéfinition des savoirs structurants pour l’espace démocratique et un approfondissement de la littérature écologique – désormais aussi essentielle à l’accord entre les esprits que la langue ou la référence à l’histoire commune.

La symétrisation et le dépassement de la double exception moderne aboutissent donc à l’identification de trois grands chantiers pour une écologie politique qui entend se formuler comme un prolongement de la question sociale des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles. L’autoprotection des collectifs se pense d’abord sous l’angle spatial, comme une critique de la territorialité moderne, c’est-à-dire de la logique de la souveraineté et des vestiges du partage entre modernes et non-modernes ; sous l’angle de la valeur comme une critique de la rationalité économique, une critique tournée vers le réencastrement des processus acquisitifs et marchands, non pas dans la société mais dans l’écologie à la fois locale et planétaire ; et sous l’angle des savoirs, comme une incorporation à la réflexivité sociale et politique des connaissances écologiques.

* * *

16. Voir notamment Naomi Oreskes et Erik W. Conway, *Les Marchands de doute*, Paris, Le Pommier, 2012 ; Edwin Zaccai, François Gemenne, Jean-Michel Decroly (dir.), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

17. Voir le portrait et l’entretien avec Ava Kofman paru dans le *New York Times* le 25 octobre 2018, « Bruno Latour, the Post-Truth Philosopher, Mounts a Defense of Science », <www.nytimes.com/2018/10/25/magazine/bruno-latour-post-truth-philosopher-science.html>.

On mesure souvent ce que l'on devait à une structure idéologique ou culturelle au moment où on la perd, ou lorsqu'on la sent glisser entre nos doigts. C'est tout à fait le cas avec la modernité, entendue comme dispositif qui conçoit l'autonomie à partir de la levée des contraintes naturelles – ou plutôt du transfert de ces contraintes à d'autres que soi, humains ou non-humains. En effet, la consolidation au cours de l'histoire de l'équivalence entre démocratisation et enrichissement, ou accélération de la machine productive, n'est conçue comme une vulnérabilité par une proportion significative de la population qu'au moment où cette équivalence devient un simple souvenir – ou en tout cas cesse de constituer une voie d'avenir crédible. Le schéma cornucopien hérité des Lumières et de l'économie politique classique, qui nous promet l'ouverture de nos horizons politiques une fois forcée la frugalité de la nature, est de plus en plus perçu comme un mythe du passé, comme l'objet d'un sentiment de nostalgie. Pourtant, les Trente Glorieuses ne sont pas si éloignées, et avec elles l'idée selon laquelle la justice sociale passe par la redistribution des fruits d'une croissance désormais impossible. Le type d'individu produit à cette époque dans les démocraties industrielles par le dernier avatar du pacte libéral, à savoir l'État-providence productiviste, est donc brutalement plongé dans un nouveau monde, avec les conséquences psychiques et sociales étranges que cela peut avoir. L'un des exemples les plus frappants de ce décalage est l'attachement très fréquent à la mobilité individuelle, et à sa concrétisation technique principale qu'est l'automobile. L'abondance énergétique et les politiques d'étalement urbain qui lui sont associées ont donné forme à des infrastructures et à des profils anthropologiques, des formes de désir, dont l'inertie dans le temps est en train de se heurter violemment au principe de réalité climatique : les attachements psycho-sociaux à l'autonomie automobile et au sens du soi qu'elle cultive sont remis en question par l'élévation du coût de l'énergie, et des infrastructures urbaines pourtant récentes se révèlent inadaptées au nouveau régime écologique¹⁸.

Ce monde, si proche de nous et pourtant déjà si ancien, se dissipe sous l'effet conjugué des attaques contre le compromis démocratique par les politiques d'austérité, de l'accroissement des inégalités, et de la disparition de l'appui matériel à la croissance indéfinie. Or cette disparition produit toutes sortes de réactions sociales qui pour certaines

18. L'œuvre de Ivan Illich est tout entière une réflexion sur ces enjeux. Voir notamment *Énergie et équité*, Paris, Seuil, 1975.

font écho au problème d'orientation historique souvent évoqué dans ce livre. C'est-à-dire : comment fait-on pour envisager dans les termes du progressisme des transformations sociales en rupture avec la forme qu'a prise ce progrès dans le passé ? En effet, si l'on ne déconstruit qu'à moitié l'équivalence entre abondance et liberté, l'idée que la démocratisation de la société est définitivement stoppée dans son élan peut facilement s'imposer. Il suffit pour cela d'admettre qu'ayant brisé l'unique ressort matériel qui mettait en mouvement ce processus, celui-ci n'a tout simplement plus d'avenir. Cette idée s'est déjà imposée, on l'a vu, chez les élites économiques qui ont fait de la destruction de l'habitat humain la condition de la perpétuation de leur pouvoir, mais aussi dans certaines tendances de l'écologisme qui parient sur l'abolition pure et simple des conditions d'existence modernes pour proposer un programme de renaissance postapocalyptique¹⁹. La polarisation entre le déni climatique des élites fossiles et le millénarisme de l'effondrement repose sur une fausse alternative qui serait la suivante : soit on conserve le « progrès » du passé, fondé sur l'abondance, et la Terre est abolie, soit on met un terme à toute ambition politique en assurant qu'après l'abondance ne vient que la survie, l'adaptation, ou la rédemption.

La perte de ce qui apparaissait il y a encore une génération comme un pacte irréversible entre une façon d'habiter le monde et une façon d'envisager l'avenir a été si brutale – bien que les processus conduisant à cette perte soient connus de longue date – que la transformation de notre boussole politique n'a pour ainsi dire pas eu le temps de s'opérer. Pris de panique, certains en arrivent à affirmer que le projet d'autonomie comme tel est essoufflé et que l'écologie est indissociable de l'autoritarisme. Mais il y a un monde entre l'affirmation selon laquelle ce projet s'est appuyé pendant deux siècles sur la levée des « contraintes naturelles » et l'assimilation de toute forme d'autonomie politique à ce partenariat. L'espace qui apparaît entre les deux est absolument décisif, car c'est là que peut s'élaborer la reprise de l'ambition démocratique : le contrôle collectif sur notre destin historique est désormais conditionné par l'intégration d'un certain nombre de normes écologiques, de seuils, par l'épreuve de réalité que nous impose le nouveau régime climatique. Le maintien de l'ambition démocratique à l'âge de l'anthropocène

19. Par exemple, Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle, *Une autre fin du monde est possible*, Paris, Seuil, 2018.

passé par l'inversion du partenariat écologique fondé sur la production qui l'avait soutenue aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, par une subversion du soutien matériel classiquement admis par les attentes de justice. Autrement dit, bien qu'un sentiment de perte saisisse de plus en plus les groupes sociaux touchés par l'effondrement du pacte libéral, l'autoprotection du nouveau collectif politique peut se concevoir autrement que comme un simple accompagnement de la fin : la réinvention démocratique n'est pas un simple freinage des tendances productives, pas seulement une série de mesures destinées à éviter la catastrophe, et elle n'est généralement pas placée sous le signe du négatif (une série de choses à ne plus faire, à s'interdire). Car le retrait de certaines manières de faire et de voir, loin d'être une abstention, libère un espace pour l'action.

L'autonomie du ^{xxi}^e siècle contient il est vrai une composante de retenue et d'autolimitation, notamment contre certaines forces extractives et acquisitives qu'il s'agit de contrôler, mais certainement pas de renoncement. Notre inconscient politique, en associant en effet l'action avec l'accroissement des moyens d'agir sur soi et sur le monde, et ces moyens d'agir à leur implémentation technologique, fait obstacle à cette idée. C'est la raison pour laquelle on ne retient souvent que la dimension négative des politiques destinées à recadrer l'autonomie – tel Bartleby, l'écologie se bornerait à affirmer « *I would prefer not to* ». L'alternative construite par les Lumières entre dénuement primitif et fuite en avant technologique (qu'elle soit conçue comme bénéfique ou pathologique), ne peut donc plus servir de schéma historique structurant. Non pas parce qu'il faudrait s'en tenir à un compromis, à une voie moyenne (celle que l'on nomme en général « durable »), mais plus simplement parce que le milieu technique qu'il s'agit de construire en réponse aux transformations géo-écologiques actuelles est hétérogène à celui dont nous sommes familiers. Au ^{xxi}^e siècle, la volonté instituante qui se concrétise dans le droit doit être dissociée de la logique propre à l'innovation technique, parce que l'évolution technique ne peut plus métaphoriser l'évolution sociale comme elle l'a fait depuis le ^{xviii}^e siècle. Il est donc impossible de concevoir, cette nouvelle forme d'autonomie comme un saut par-dessus la parenthèse moderne pour rejoindre un passé plus lointain : la nouvelle exigence démocratique n'est pas une résurgence néomédiévale ou néoprimitive, elle n'est pas un retour au passé perdu des communs, de la tempérance des désirs, ou de la non-appropriation du monde, mais la récupération d'un idéal classique dégagé de sa gangue moderniste.

Vers un nouveau sujet critique

Pour que ce découplage de la liberté à l'égard de l'abondance puisse être pensé positivement, l'une des tâches principales consiste à identifier le sujet collectif capable de se soulever et de partir à la recherche de son autonomie dans ces nouvelles conditions définies par le changement climatique. Il convient d'insister : dans ces nouvelles conditions, et pas dans n'importe quelle conjoncture, tant il est désormais évident que la genèse d'un sujet politique est corrélative d'un mode de relation à l'espace, aux ressources, au savoir (sur soi et sur le monde).

La grande transformation décrite par Karl Polanyi, avec les compléments apportés par Timothy Mitchell et quelques autres sur la forme des conflits sociaux à l'âge des énergies fossiles, nous a livré cette leçon fondamentale. Un sujet politique se découvre dans l'épreuve d'une menace, de quelque chose qui porte atteinte à l'intégrité et à la durabilité d'un collectif qui, paradoxalement, ne préexiste pas de toute éternité à cette épreuve. Seul le monde industriel, construit par les formes politiques et techniques (c'est-à-dire écologiques) propres au XIX^e siècle, pouvait faire émerger le contre-mouvement socialiste, et avec lui le sujet politique nommé « société ». Cet acteur politique est très complexe, puisqu'il est à la fois enchâssé dans d'autres collectifs contemporains comme le peuple, la nation, la classe, ou même l'humanité, et en décalage par rapport à ces derniers dans la mesure où il ne désigne ni une identité singulière ni un universel. On n'appartient en effet pas au social comme on appartient à un peuple ou à une classe, car il ne découpe pas les mêmes inclusions et les mêmes exclusions. L'appartenance sociale n'est, pour reprendre les termes de Durkheim, pas mécanique, car elle n'est pas fondée sur la ressemblance des termes qu'elle assemble mais sur leur différence – et c'est ce qui lui donne précisément son caractère politique : ni identitaire ni abstrait –, prise – comme la notion de classe – dans des conflits mais irréductible à l'une des parties prenantes de ce conflit. Et pourtant ces dissemblances qui font le social ont bel et bien une limite externe. C'est ce que nous apprend la symétrisation des grands partages, qui souligne combien le non-moderne – qui n'aurait pas encore trouvé sa socialité propre – et le non-humain – qui ne serait là que comme faire-valoir du collectif autonome – ont pâti du paradigme social. Après la décolonisation, après la mutation des rapports aux sciences et aux techniques, le social semble avoir ainsi épuisé sa capacité à opérer une juste collecte des acteurs politiques mobilisés dans la lutte.

Sur le nouveau fond de carte où n'existe plus le privilège géo-écologique de l'ubiquité moderne, où les territoires entrent en politique à partir de l'expérience qu'ils font du changement climatique, et où le mode de relation productionniste a perdu son hégémonie, le processus isolé par la sociologie historique de Polanyi peut alors être transposé, avec des analogies profondes et de nouvelles questions pressantes. L'enchaînement au cours duquel se succèdent un choc métabolique, l'identification d'un trouble, l'élaboration d'une pensée critique et l'activation de ses moyens d'action peut être conservé comme un bon guide de lecture des enjeux politiques actuels. Mais il n'articule désormais plus la révolution industrielle (le choc I), la question sociale (le trouble I), le socialisme de croissance (la critique I) et le sabotage ouvrier (le moyen d'action I). Il laisse place, terme à terme, au changement climatique (le choc II), à la question de la Terre (le trouble II), au socialisme antiproductionniste (la critique II), et à la mobilisation d'un nouveau sujet collectif dont le nom et les modalités d'action sont en train d'être élaborés dans les conflits écologiques (le moyen d'action II). Une fois que tout a changé, que la séquence politique de l'autoprotection a subi une *seconde grande transformation* structurellement analogue à la première, mais substantiellement inverse, il ne reste presque plus rien des repères sociopolitiques laissés en héritage par la question sociale, si ce n'est l'exigence d'autoprotection qui en est la véritable nature. Celle-ci apparaît comme un principe incorruptible qui anime les collectifs complexes – ceux qui vivent avec des dispositifs techniques et institutionnels trop vastes et trop autonomes pour se gouverner mécaniquement – et persistant y compris lorsque les structures économiques et écologiques qui avaient longtemps, quoique imparfaitement, fourni sécurité et protection au plus grand nombre l'exposent désormais aux menaces les plus graves. L'autoprotection est en ce sens plus centrale que son sujet historique habituel (la société), puisque c'est ce concept qui permet de relier étroitement un collectif politisé (ce qui se protège), une instance d'agression (ce contre quoi il se protège) et des mécanismes d'autodéfense (les savoirs et pratiques mobilisés pour se protéger).

Les résistances qui s'opposent à l'avènement de ce sujet politique sont malheureusement nombreuses et puissantes – mais assez bien connues²⁰. Plusieurs études récentes montrent en effet que, au

20. Elles sont par exemple documentées par les travaux qui soulignent les entraves institutionnelles à l'avènement d'une politisation complète de la question écologique et clima-

moment des premières alertes écologiques majeures, puis à l'occasion des grandes réunions scientifiques et diplomatiques convoquées pour répondre au défi climatique depuis la fin des années 1990 et le protocole de Kyoto, la réarticulation du projet moderne autour de la protection de la Terre a été plusieurs fois envisagée. L'environnement est ainsi devenu un objet pour la gouvernance mondiale sous l'effet de la politisation des savoirs écologiques et climatologiques qui ont investi les organismes supranationaux de régulation économique (Banque mondiale, FMI) et diplomatique (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) au moment où prédominaient les paradigmes du risque et des limites. Mais l'imaginaire politique de ces institutions a toujours laissé subsister ce que l'on peut appeler avec Amy Dahan et Stefan Aykut un « schisme de réalité » entre ceux pour qui la reproduction de la société humaine est en jeu, et ceux pour qui il s'agit essentiellement de la reproduction du capital (c'est-à-dire du risque, au sens économique du terme). Toujours selon les mêmes auteurs, l'incorporation des questions environnementales à l'agenda international a progressivement pris la forme d'une « gouvernance incantatoire », c'est-à-dire d'une prise en charge paradoxalement dépolitisante qui, tout en affirmant le caractère impératif et urgent d'une transformation technopolitique, manifeste par son inaction concrète l'incapacité des formes institutionnelles existantes à opérer en fonction de cette finalité – devenue ainsi purement idéelle. Dans un processus bien décrit par Dominique Pestre, la tentative de subordination des marchés globalisés à des normes environnementales a subi un glissement au terme duquel la rationalité marchande a été paradoxalement consolidée et relégitimée par l'incorporation de normes adoucies, peu contraignantes.

C'est en quelque sorte par cette ruse de l'histoire que s'est imposé non pas la critique écologique de l'économie et la politisation des territoires, mais le recodage par l'économie des alertes écologiques en une série de modifications marginales des règles marchandes. La question pouvait ainsi être considérée comme traitée, tout en étant projetée à la marge du processus de recomposition et d'extension de la logique libérale ayant prévalu après la parenthèse keynésienne. C'est

tique. Voir Stefan Aykut et Amy Dahan, *Gouverner le Climat. Vingt ans de négociations internationales*, op. cit., et Dominique Pestre, « La mise en économie de l'environnement comme règle. Entre théologie économique, pragmatisme et hégémonie politique », *Écologie et Politique*, n° 52, 2016, p. 19-44.

encore cette logique qui est à l'œuvre, par exemple, dans le *Millennium Ecosystems Assessment*²¹ commandé en 2000 par l'ONU et initialement destiné à fournir le socle d'une transition écologique globale. Ce document emprunte sa structure argumentative à la bioéconomie à travers le concept de « services écosystémiques », c'est-à-dire l'ensemble des fonctions écologiques sous-jacentes et indispensables à la reproduction économique et sociale de l'humanité. On l'a vu, ces concepts ont été mis au point pour contester à l'expression monétaire de la valeur son hégémonie dans la raison économique et pour lui substituer une conception matérialiste, dans laquelle la primauté est accordée aux flux d'énergie, aux stocks de ressources et aux fonctions éco-évolutives systémiques. Dans ce document, pourtant, l'intention originariaire de la bioéconomie a été subvertie, dans la mesure où les services écologiques tendent à être interprétés comme un capital naturel à entretenir plutôt que comme un ensemble qualitatif de dynamiques évolutives subordonnant la métrique économique classique. Ainsi, ces services assimilés à un capital peuvent-ils être compensés, échangés, négociés au même titre que des marchandises (comme c'est le cas avec les droits à polluer), alors que le message fondamental des critiques de la croissance consistait à faire entrer dans la sphère de la valeur des processus situés, irréversibles, qualitatifs. Les instruments mis au point pour concevoir la régulation environnementale globale révèlent donc encore une fois l'incapacité à changer de paradigme, mais surtout les procédés d'appropriation et de détournement des critiques écologiques qui freinent l'émergence d'un sujet politique non naturaliste.

Ainsi, après plusieurs décennies pendant lesquelles la gouvernance environnementale a paradoxalement fonctionné, dans le cadre de ce que l'on peut appeler une écologie néolibérale, comme une entrave à l'autotransformation de la modernité, le bilan est très négatif : le sentiment d'une adaptabilité infinie du paradigme marchand finit souvent par s'imposer, et avec lui la fatalisation des mécanismes déjà décrits par Polanyi il y a trois quarts de siècle. De ces mises en échec résulte pourtant une clarification des enjeux, comme ce sera le cas de façon encore plus nette avec l'émergence ultérieure du libéralisme fossile autoritaire dont il était question plus haut : si un contre-mouvement écologique et postsocialiste peut voir le jour, ce sera hors de ces sphères institutionnelles, dans un rapport critique à leurs

21. Voir le document sur <www.millenniumassessment.org/fr/>.

agendas actuels – en tout cas comme quelque chose qui déborde et fait éclater la préélaboration de ce qu'est une « question écologique ». Ce contre-mouvement, autrement dit, résulte d'une critique de l'environnementalisme idéaliste des premières générations focalisé sur la défense de la « nature sauvage » et de sa prétendue valeur intrinsèque, mais aussi et surtout d'une distanciation à l'égard des mécanismes existants qui ont prétendu assurer la transformation écologique.

Ces éléments sont essentiels pour bien situer le type de politisation que requiert l'élaboration d'une démocratie postcroissance. La trahison des instances environnementales « officielles » alimente en effet par réaction l'idée selon laquelle ce mouvement prendrait à nouveau racine dans une dynamique ordinaire de classe, où l'antagonisme entre les intérêts d'un collectif majoritaire mais dominé et ceux d'une *ruling class* minoritaire et prête à tout tiendrait lieu de scène politique. Le problème, bien entendu, est que le collectif à partir duquel s'élabore la nouvelle question sociale, c'est-à-dire l'autoprotection en contexte de changement climatique, ne ressemble en rien, ou presque, à une classe entendue en son sens socio-économique classique. Les riverains d'installations dangereuses, les victimes des dispositifs extractifs, les usagers alternatifs du sol, les *commoners*, les scientifiques et pédagogues, et bien d'autres dont les expériences se diffractent encore en fonction de leur genre et de leur race, composent avec la terre un collectif difficilement comparable à une classe dominée, tout simplement parce que ce n'est ni l'expérience de l'exploitation ni l'identification collective à une condition ou une identité commune, ni même la simple condition de victime, qui les rassemble. La dimension spatiale des enjeux est le principal facteur de différenciation par rapport au cadre classique de la question sociale²² : dans une conjoncture où les rapports à la terre comme source de subsistance, comme habitat et comme objet de connaissance (re)deviennent un marqueur idéologique et l'enjeu de luttes cardinales – puisque tout le problème est de savoir enfin sur quelle terre et sur quelle Terre on entend vivre –, le profil sociologique du collectif émergent est nécessairement instable. Et surtout : il ne se dote pas facilement d'une conscience de soi similaire à ce dont on parle lorsqu'il est question de « conscience de classe » (et encore moins de « conscience nationale »).

22. Ce qui conduit Bruno Latour à proposer une « carte des luttes des places géo-sociales » (*Où atterrir, op. cit.*, p. 83), mais sans inscrire explicitement ce nouveau concept dans une critique des noms collectifs issus de notre histoire.

Du conflit de classe reste l'expérience d'une injustice à corriger, qui donne lieu à certaines formes d'enquête et de connaissance, de l'identification nationale reste la dimension locale et territoriale, du mouvement social reste l'ambition d'une synthèse organique de différents points de vue, mais aucun de ces noms collectifs issus du passé ne capture de façon satisfaisante le processus en cours – tous sont réarticulés en profondeur. De nombreux théoriciens contemporains du socialisme ont fait face à ce problème en essayant de renommer le sujet critique adéquat à la conjoncture économique et politique de la fin du ^{xx}^e siècle, mais aucun n'a à ce jour proposé de définir ce sujet critique par les liens spécifiques qu'il engage avec les conditions matérielles et spatiales du contre-mouvement²³. C'est du reste ce qui donne toujours un coup d'avance aux mouvements conservateurs, qui peuvent se contenter de prélever dans le lexique politique préexistant le nom du collectif auquel ils s'adressent – peuple, nation, classe (quoique ce dernier ne soit pas très en vogue) quand ils ne recourent pas plus simplement encore au langage de l'individualisme. Autrement dit : à côté des résistances actives auxquelles doit faire face l'émergence du collectif capable de répondre aux bonnes affordances de la terre, s'ajoute l'ambivalence objective de cette entité à la recherche de son intégrité interne : ni classe, ni peuple, ni nation, ni société, il diffère de tous ces noms collectifs en définissant son centre de gravité à la croisée de l'humain et du non-humain²⁴. Baptiste Morizot a bien montré que l'écologie se ramène souvent à la recherche d'« alliances » multispécifiques dans lesquelles la coexistence passe par l'échange de points de vue différents sur ce que signifie coexister²⁵. Mais ce paradigme de l'alliance fonctionne aussi pour concevoir la composition de ce collectif politique, dont l'hétérogénéité sociologique (et plus seulement spécifique, cette fois) doit être convertie en un motif d'interrogation sur la nature de la convergence qui l'anime.

23. On pense ici principalement à Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une démocratie radicale*, Paris, Les Solitaires intempestifs, 2009 (1985), Michael Hardt et Antonio Negri, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004, et plus récemment Nancy Fraser et Rahel Jaeggi, *Capitalism. A Conversation in Critical Theory*, Cambridge, Polity, 2018.

24. À cet égard, le slogan « Nous sommes la nature qui se défend », souvent lu du côté des militants installés sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, sonne (à cela près qu'il utilise encore l'idée de nature) comme une formulation possible de ce collectif critique.

25. Baptiste Morizot, « Nouvelles alliances avec la terre. Une cohabitation diplomatique avec le vivant », *Tracés*, n° 33, 2017, p. 73-96.

Il ne revient sans doute pas à la philosophie d'affirmer par des moyens spéculatifs quels seront le nom et la forme exacte de ce collectif apte à s'imposer comme le sujet du contre-mouvement écologique. À cet égard, le décalage autrefois rendu manifeste par E. P. Thompson entre la théorie sociale officielle et la genèse d'une *working class* au XIX^e siècle²⁶ incite à la prudence : il se pourrait bien qu'une fois de plus la trajectoire réelle d'un corps politique collectif et l'expression conceptuelle de sa mission divergent. Et si l'on garde en tête les contours incertains des activismes à visée protectrice ainsi que la diversité des acteurs et des attachements qu'ils mobilisent, la cristallisation de ces luttes dans une cause commune nous réserve sans doute de grandes surprises. Pourtant, une chose est parfaitement claire : une tâche historique et politique se dégage, sans que soit permis le moindre doute, dans la réinvention de l'ambition démocratique hors du socle de l'abondance. Ce qui fédère, peut-être encore malgré elles, les différentes mobilisations dont on a esquissé la liste en ouverture de ce livre est l'élaboration d'un partenariat qui rend caduc le vieux rêve cornucopien pour former avec les espaces et les flux de matières un partenariat d'un nouveau genre.

L'autoprotection de la terre (avec et sans majuscule), qui est le mouvement réel caché derrière ce que l'on appelle généralement l'écologie politique, doit prendre confiance d'elle-même. Elle n'est pas une mobilisation périphérique, subalterne, qui vient questionner par ses marges le devenir de la modernité. C'est bien plutôt elle qui incarne la poursuite d'un idéal politique aussi ancien que les formes complexes de coexistence, alors que les avocats du pacte libéral et de l'illimitation de l'économie s'accrochent à un dispositif nécessairement transitoire et qui a déjà duré bien plus longtemps que ne le permettait la planète. Entre ce mouvement et le reste des options politiques disponibles, qu'elles soient à dominante libérale, souverainiste, autoritaire, ou paléo-socialiste, la relation s'est inversée : c'est lui qui incarne désormais le centre de gravité et le moteur des transformations en cours, c'est lui qui projette dans sa périphérie les vestiges d'un autre temps que sont les différents avatars du natura-

26. E. P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, op. cit.

lisme politique. L'autoprotection de la terre n'est donc pas une curiosité idéologique symptomatique de l'effacement du politique, mais le seul arrangement de luttes concrètes et d'aspirations qui porte une promesse réaliste.